

ENVIRONNEMENT

# Catastrophes naturelles: quel avenir pour les réfugiés climatiques?

🕒 3 min • The Economist



**L'intensification des catastrophes météorologiques, liée au changement climatique, va multiplier le nombre des réfugiés climatiques dans les années climatiques. Le monde y est-il préparé?**

2023, Le monde qui vient (28/53). L'intensification des catastrophes météorologiques, liée au changement climatique, va multiplier le nombre des réfugiés climatiques dans les années climatiques. Le monde y est-il préparé?

Chaque matin, des dizaines d'autocars entrent dans Dacca, la tentaculaire capitale du Bangladesh de plus en plus menacée par la montée des eaux. Croulant sous les ballots, leurs passagers débarquent dans une nouvelle vie. Selon certaines estimations, plus de 2.000 migrants arriveraient chaque jour dans la ville. Presque tous sont originaires d'une des provinces du pays et la plupart ont été, au moins en partie, poussés à partir en raison du changement climatique - soit à la suite d'une catastrophe naturelle, soit parce que les changements environnementaux les ont peu à peu privés de leurs moyens de subsistance.

De telles scènes seront de plus en plus fréquentes en 2023 et au-delà. L'Afrique sub-saharienne, la zone Pacifique, l'Asie orientale et méridionale seront les régions les plus touchées. Les migrants les plus visibles seront les victimes d'événements météorologiques extrêmes exacerbés par la hausse des températures, comme les gigantesques inondations qui ont submergé le Pakistan en août et septembre 2022, et provoqué le déplacement de quelque 33 millions de personnes. Le phénomène climatique de La Nina, qui affecte les schémas de précipitations sur la totalité du globe, aurait joué un rôle dans ce désastre. Dans les pays pauvres, l'accumulation de catastrophes sape les ressources et rend chaque événement plus dévastateur que le précédent.

Le changement climatique se traduit également par des évolutions plus lentes. Les récoltes sont de moins en moins abondantes; la montée du niveau de la mer submerge peu à peu les villages. Le réchauffement climatique agit comme un multiplicateur de menaces, aggravant d'autres facteurs de migration tels que la pauvreté ou les conflits. La Banque mondiale prévoit que d'ici à 2050 jusqu'à 143 millions de personnes vivant en Afrique sub-saharienne, en Asie du Sud et en Amérique latine (soit environ 2,8% de la population de ces régions) pourraient être déplacées à l'intérieur de leurs pays en raison de facteurs climatiques à évolution lente.

## **L'enjeu du financement des dégâts climatiques**

Contrairement à ce que prétendent les semeurs de peur de l'hémisphère Nord, la très grande majorité des migrants - trois sur quatre - restent à l'intérieur de leurs frontières. Les pays concernés demanderont de plus en plus vigoureusement que la migration soit prise en compte pour le financement des "pertes et dommages" - qui sont des réparations versées par les pays riches, premiers responsables des émissions mondiales. Jusqu'à présent, la plupart des demandes liées aux migrations étaient considérées comme exigeant uniquement des mesures d'adaptation. Le financement des pertes et dommages deviendra un thème dominant dans les négociations climatiques de 2023, alors que le "dialogue" international de trois ans sur la question se clôturera l'année suivante.

En attendant les pays comportant de fortes populations de migrants climatiques devront chercher des solutions immédiates au problème. Constatant que Dacca ne peut pas intégrer tous les migrants qui y affluent, le gouvernement bangladais tente de les attirer ailleurs en leur promettant des emplois, des places dans les écoles et des infrastructures résilientes au changement climatique. L'exemple le plus significatif est celui du port de Mongla dont, après d'importants investissements, la population a triplé en dix ans. Des programmes similaires sont en cours au Ghana et en Ethiopie.



En octobre 2022, au moins 24 personnes sont mortes au passage du cyclone Sitrang, dans le sud du Bangladesh, où un million d'habitants avaient été évacués.

Les pays vont aussi s'efforcer d'enrayer le phénomène plus rare, mais en voie de développement, de la migration climatique transfrontalière, qui est longtemps restée confinée dans un angle mort administratif. La catégorie de "réfugié climatique" n'existe toujours pas: contrairement à ce qu'il se passe en cas de guerre ou de persécutions, les gens ne peuvent pas demander l'asile au seul motif du changement climatique.

## **Progrès à petits pas**

Cette reconnaissance progresse, explique Jane McAdam, qui dirige le Kaldor Centre for International Refugee Law à l'université de Nouvelle-Galles du Sud, en Australie. En 2020, l'agence de l'ONU pour les réfugiés a mis à jour ses directives, plaidant pour une plus large protection des personnes confrontées aux risques environnementaux. La question sera à nouveau discutée à

l'occasion du Global Refugee Forum en décembre 2023. Mais un changement radical de politique est peu probable - les pays moins vulnérables au changement climatique refuseront d'être soumis à l'obligation d'accueillir plus de migrants.

Les progrès se feront plutôt lentement. En 2022, l'Argentine a créé un visa spécial pour les personnes déplacées à la suite d'une catastrophe naturelle; la Finlande réfléchit à la possibilité d'accueillir des migrants pour raisons climatiques. L'Australie est en train de mettre en place un dispositif qui facilitera la venue sur son territoire, pour un travail saisonnier, des habitants des différentes îles du Pacifique - qui comptent parmi les populations les plus vulnérables au changement climatique. Des mesures similaires sont discutées ailleurs. Mais, là encore, la meilleure chose que le monde puisse concrètement faire pour lutter contre le réchauffement global serait de réduire les émissions.

Rachel Dobbs, correspondante en Asie pour The Economist



## Sur le même thème

SCIENCES  
L'AVENIR

**Les réfugiés climatiques s'entassent dans les bidonvilles du Bangladesh**

Il y a 1 an  3 min

